



## DÉCISION DU MAIRE N° DEC 2023.05.03/084

**Thème :** DIVERS - SERVICES TECHNIQUES

**Objet :** Cession du véhicule QUAD POLARIS RANGER.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L. 2121-29, L. 2122-22 (4°), L. 2122-23, L. 2131-1 et L. 2131-2 ; et notamment l'article L2224-38 modifié par la loi 2019-1147 du 8/11/2019-art18 ;

**Vu** le Code de la Commande Publique en vigueur, notamment ses articles R.2122-8 ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 3 juillet 2020 ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints en date du 3 juillet 2020 ;

**Vu** la délibération n°DEL.2020.10.01/108 du conseil municipal en date du 1<sup>er</sup> octobre 2020, portant délégation au Maire pour exercer au nom de la commune les attributions indiquées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant que** l'état de certains véhicules des services techniques de la Ville de Briançon conduit à proposer leur cession ;

**Considérant** la proposition de rachat d'un de ces véhicules déposée le 03 mars 2023 par Monsieur SPITERI Mickaël ;

### Décide

#### Article 1

De céder le véhicule indiqué ci-dessous :

Véhicules	Immatriculation	Cession à	Prix
Quad Polaris Ranger	AT-753-BL	Monsieur SPITERI Mickaël 16, lotissement la Doulière 05100 VILLARD ST PANCRACE	500 €

#### Article 2

Il est précisé que le véhicule est cédé en l'état avec la carte grise, sans contrôle technique ni garantie et qu'il sera enlevé sur le site des Services Techniques de la Commune de Briançon au 10, rue Bermond Gonnet 05100 Briançon, après paiement du titre de recettes qui aura été émis.

### Article 3

Monsieur le Maire, ou, en cas d'empêchement, un adjoint, est autorisé à signer, au nom et pour le compte de la commune, le contrat à intervenir avec les particuliers mentionnés ci-dessus, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente décision.

### Article 4

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en sous-préfecture ;
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

### Article 5

Madame la directrice générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée dans les conditions réglementaires habituelles, publiée au recueil des actes administratifs de la commune, notifiée aux intéressés et transmise :

- au représentant de l'État dans l'arrondissement de Briançon ;
- au comptable public.

Fait à Briançon, le 10 MAI 2023

Transmise le : 10 MAI 2023

Affichée le :

Notifiée le :



Le Maire,  
Arnaud MURGIA